

2020 une année pour le pire... et le meilleur

Tout a commencé par un mouvement social exceptionnel contre la réforme des retraites et s'est poursuivi par une crise sanitaire historique. L'année 2020 restera dans les annales comme un point de bascule. Incapable de répondre à la crise, le pouvoir a pourtant maintenu le cap libéral. Mais en sort affaibli. Pour la suite, rien n'est écrit d'avance. Retour sur quelques faits saillants de cette année hors normes avec la dessinatrice Besse. Et nous vous avons même trouvé 20 bonnes nouvelles ! Et une surprise à la fin...

La rédaction et les équipes de l'Humanité vous souhaitent une bonne année 2021 !



Il fallait en finir. L'année 2020 a charrié son lot de catastrophes. Des milliers de morts d'une pandémie inattendue, une crise sociale probablement sans précédent, des pans entiers de la société à genoux. Au milieu de cet océan de mauvaises nouvelles, quelques rayons de soleil ont percé. Sur le front social comme celui de la lutte antiraciste, 2020 a fait bouger les lignes. Grâce à des luttes menées, à des lois votées, des femmes et des hommes vivront un peu mieux en 2021. La planète a aussi gagné un peu de sursis. Du départ de l'épouvantail Trump à la gratuité des protections périodiques en Écosse, de la lutte des forçats de plateformes à la reconnaissance du couscous comme patrimoine mondial. Voici 20 raisons de vous réjouir de 2020. Nous vous souhaitons quand même un bien meilleure année 2021 !

1. Le Programme alimentaire mondial, prix Nobel de la paix

Le jury du fameux prix Nobel opte parfois pour des lauréats contestables et contestés, à l'image de l'Union européenne en 2012 ou de Barack Obama en 2008. Les médecins cubains et leur aide un peu partout pendant la pandémie étaient de bons candidats, mais le prix accordé en 2020 au Programme alimentaire mondial (PAM) fait consensus : l'agence onusienne apporte chaque année une assistance à près de 80 millions de personnes dans le monde, et ses moyens devront être augmentés de manière substantielle en 2021, tant ses prévisions s'avèrent sombres. Selon son directeur, David Beasley, près de 270 millions de personnes supplémentaires risquent de tomber dans la famine, essentiellement à cause de la crise économique provoquée par le Covid-19.

Grève contre la réforme des retraites : le corps de ballet de l'Opéra de Paris vient d'entrer dans la ronde ! Et la CGT toujours à la pointe du mouvement.



2. La Constitution de Pinochet enterrée

Apruebo ! Triomphe pour le peuple chilien qui a choisi à 78 %, à l'issue du référendum du 25 octobre, d'enterrer la Constitution du général Pinochet, toujours en vigueur. Prolongement politique d'un soulèvement populaire durement réprimé, qui portait une remise en cause radicale du modèle néolibéral dont le Chili fut le laboratoire, sous la dictature. Prochaine étape de ce processus : l'élection, le 11 avril 2021, des 155 membres de la Convention constitutionnelle, chargée de rédiger la nouvelle Loi fondamentale. D'ici là, le bras de fer promet d'être rude avec le camp conservateur, décidé à faire entrave aux transformations démocratiques et sociales qu'exige la rue.



3. L'Europe prête à scruter le dumping fiscal

Fin novembre, la création d'un observatoire des impôts et des politiques fiscales au sein du Parlement européen a été entérinée. Cet outil dirigé par l'économiste Gabriel Zucman sera chargé de compiler les données sur l'évasion vers les paradis fiscaux et de faire des recommandations contre le dumping entre les États membres. Une tâche pour laquelle le Français, promoteur de l'idée d'un impôt sur la fortune à l'échelle européenne dès le printemps dernier, paraît tout indiqué.

Avec un premier tour le 15 mars et un second le 28 juin, plus de 3 mois plus tard, le scrutin des municipales 2020 aura été le plus long de l'histoire. Si le Covid a phagocyté les élections, suffit-il à expliquer le nouveau record d'abstention?



4. Avec la gratuité, l'Écosse change les règles

C'est totalement inédit à l'échelle mondiale : le 25 novembre, le Parlement écossais a adopté à l'unanimité un projet de loi visant à rendre gratuites les protections périodiques pour toutes les femmes. C'est la députée travailliste Monica Lennon qui, avec le renfort des associations féministes, a fini par convaincre la majorité, composée des indépendantistes de gauche du *Parti national écossais* (SNP).

L'exécutif a désormais l'obligation de fournir tampons ou serviettes "à quiconque en aurait besoin" en Écosse.

Les ordonnances du gouvernement pour soi-disant préserver les entreprises et l'emploi servent surtout à sécuriser les employeurs, avec force dérogations au droit du travail.



5. Un peu moins de blé pour le coke

Ce ne sont que des petits pas dans un océan de carbone, mais ils méritent d'être soulignés. Plusieurs assureurs et groupes financiers se sont engagés, cette année, à cesser de soutenir l'industrie du charbon, énergie fossile la plus émettrice de gaz à effet de serre.

En juin, la *Macif* a promis de réduire à néant son exposition à ce secteur d'ici à 2030. Trois mois plus tôt, en février, le *Crédit mutuel* dévoilait de nouvelles mesures de restriction de ses soutiens au coke. En décembre, l'assureur *Lloyd's of London* a juré d'en sortir d'ici à 2030.

Tout cela n'est encore que balbutiements et pas toujours guidé par la philanthropie – l'attractivité économique du charbon n'est plus ce qu'elle était. Mais c'est mieux que le grand rien d'avant.

Chute des cours du pétrole, entrée en récession, le climat des affaires est au plus bas... L'automobile et l'aéronautique sont durement frappées. Mais la pandémie a bon dos pour justifier les plans sociaux et licenciements boursiers !

6. Le train gratuit pour les femmes victimes de violences

Comment fuir les violences conjugales quand on est démunie, quand on ne peut même pas régler le tarif d'un moyen de transport pour s'éloigner ? L'association britannique *Women's Aid* a pris la juste mesure de cet obstacle auquel se trouvent confrontées de nombreuses femmes vivant cet enfer.

Pour leur venir en aide, elle lance, en 2020, en partenariat avec deux opérateurs ferroviaires du Royaume-Uni, le programme *Rail to Refuge*. L'idée est d'offrir à des femmes dans le besoin un voyage gratuit leur permettant notamment d'accéder à un centre d'hébergement.

Le projet de loi "séparatisme", une opération diversion pour tenter d'évacuer la colère sociale. À la rentrée, il n'était plus question d'emploi ni de santé mais de sécurité et d'identité.

7. Trump, un seul mandat et puis s'en va

Il semble être la dernière personne au monde à en avoir pris conscience, mais Donald Trump a bel et bien perdu la bataille pour sa réélection. Largement même : 7 millions de voix de retard sur Joe Biden. Le milliardaire entre dans la catégorie des présidents d'un seul mandat, des "losers", ce qui ajoutera encore à la morsure narcissique. L'Amérique est débarrassée du démon trumpiste... au moins pour quatre ans.

Après la mort de George Floyd, un homme noir tué par la police, le président Trump affiche son soutien aux mouvements suprémacistes blancs.

8. Retraites : la mobilisation a changé l'opinion

Le 5 septembre 2019, 3 mois avant le début du mouvement social historique contre la réforme des retraites, 65 % des Français se disaient favorables à l'instauration d'un système de retraite par points.



Les 3 mois de mouvement social, un record, contre le texte gouvernemental, portés par la CGT, FO, la FSU et Solidaires, les organisations de jeunesse et l'assentiment de la CFE-CGC, ont fait basculer l'opinion. En mars, juste avant le premier confinement, plus de 60 % des Français s'étaient rangés contre la mesure.

Seuls les plus de 65 ans, qui ne sont pas concernés par la réforme, y étaient encore favorables. Difficile de remettre en selle la réforme dans ces conditions...

L'opinion a basculé : 60 % des Français refusent la réforme des retraites. Avant le confinement, l'exécutif surprend tout le monde et active le 49.3.



9. Sarkozy enfin au tribunal

Nicolas Sarkozy a eu enfin à répondre au tribunal d'une affaire parmi la multitude pour lesquelles il est inquiété. Lui et son double, Paul Bismuth, ont comparu au cours d'un procès historique, puisque jamais dans la Ve République un ancien président ne s'était retrouvé devant un juge pour "corruption" et "trafic d'influence". Tout au long des audiences, le parquet, qui a requis 4 ans d'emprisonnement, dont 2 ferme, s'est attaché à démontrer comment Gilbert Azibert, alors avocat général à la cour de Cassation, fournissait à Thierry Herzog des informations soumises au secret professionnel, que l'avocat donnait ensuite à son client Nicolas Sarkozy via une ligne "occulte" au nom de Paul Bismuth. Le tout sur fond de promesse d'un soutien pour un poste à Monaco. Le verdict du 1er mars 2021 pourrait aussi être historique.

10. Paul François, un paysan fait plier Monsanto

Quinze ans de marathon judiciaire, et enfin la victoire ! Le céréalier de Charente Paul François, intoxiqué par un herbicide de Monsanto en 2004, a tout encaissé : les coups comme les coûts... Il a eu gain de cause à trois reprises en justice. Mais la firme américaine a fait appel, à chaque fois, a demandé de nouvelles expertises et nouvelles pièces. Tout pour faire traîner, épuiser Paul François. Le 21 octobre, la cour de Cassation a rejeté le pourvoi. Le dernier. Monsanto est responsable.

"C'est une grande délivrance enfin", expliquait Paul François.

"Il n'y a pas d'argent magique" ne cessait de répéter Macron. En quelques jours, la BCE trouve cependant 750 milliards d'euros pour sauver l'économie.

Elle a beaucoup plus de mal à les trouver pour satisfaire les besoins sociaux.



11. Déjà des vaccins anti-Covid-19

Concevoir un vaccin prend habituellement plusieurs années, mais la pandémie de Covid-19 et la crise sanitaire sans précédent qu'elle a déclenchée ont donné un coup d'accélérateur à la recherche scientifique.

Grâce à une mobilisation mondiale de la recherche, les premiers vaccins contre le virus devraient arriver en Europe la dernière semaine de décembre. Une bonne nouvelle qui a également soulevé des interrogations, alors que plusieurs grandes puissances, comme les États-Unis et l'Europe, ont précommandé des millions de doses, au risque de ne laisser aux autres pays que des miettes à se partager.

La bataille pour faire des vaccins un bien commun reste à mener.

Plus de 3 500 lits supprimés rien qu'en 2019... La pandémie jette une lumière crue sur la situation dramatique de l'hôpital public, après des années de politique du chiffre.



12. Les coursiers sprintent contre l'ubérisation

Les coursiers à vélo sont devenus les fers de lance de la bataille contre les plateformes, qui ont fondé leur chiffre d'affaires sur la captation de la valeur produite par le travail d'une armée d'auto-entrepreneurs précarisés. En justice, ils ont porté et obtenu, en 2020 et pour plusieurs d'entre eux, de faire reconnaître qu'ils étaient en fait des salariés et la requalification de leurs contrats de prestation de services en contrats de travail. *Deliveroo* a même été condamnée en octobre pour travail dissimulé. Et pour sortir de cette lutte du pot de terre contre le pot de fer, une vingtaine de coopératives sont désormais présentes dans la plupart des grandes villes françaises et européennes. Les livreurs, qui en sont les sociétaires et les salariés, font directement le lien entre restaurateurs et clients, via la plateforme *Coopcycle*.

La fermeture des petits commerces a fait le beurre de la grande distribution mais surtout du géant de l'e-commerce. La fortune du PDG Jeff Bezos a bondi de plus de 60 milliards d'euros cette année.



13. Le couscous au patrimoine de l'Unesco

Le couscous est reconnu patrimoine immatériel de l'humanité, a annoncé l'Unesco le 16 décembre. Les quatre pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie) s'étaient unis pour la première fois afin de porter, en mars 2019, la candidature des "savoirs, savoir-faire et pratiques liés à la production et à la consommation du couscous". Parmi les plats préférés des Français, ce mets berbère ancestral, dont les recettes se déclinent à l'infini, se retrouve sur les tables du monde entier. Plus qu'un plat, il exprime le partage. On doit son nom, dit-on, au son que font les femmes lorsqu'elles préparent la graine magique.

14. Le mariage homosexuel en progression

Le lien matrimonial entre personnes de même sexe connaît une progression à travers le monde. En 2020, il est autorisé dans quelque 29 pays, ce qui représente plus de 1,19 milliard d'habitants, soit près de 15,4 % de la population mondiale. Outre le Costa Rica, l'Irlande du Nord et le Royaume-Uni, qui ont adopté la mesure en 2020, de nombreux pays sont sur cette voie. Le projet y est en cours de discussion, de vote ou d'application. C'est le cas, notamment, d'Andorre, du Chili, de la Suisse, du

Panama, de la République tchèque, du Venezuela... L'adoption par les couples homosexuels mariés est légalisée dans la plupart des pays autorisant cette union.

En légiférant par ordonnances et en prolongeant sans fin l'état d'urgence sanitaire, la Macronie piétine le Parlement et l'État de droit.

15. Fin de partie pour le plus grand projet minier au monde

Au cœur de la cordillère des Andes, *Pascua Lama* devait être la plus grande mine d'or et d'argent à ciel ouvert au monde. Mais, le 17 septembre 2020, un tribunal chilien a donné un coup d'arrêt définitif au projet. Le groupe canadien *Barrick Gold* avait démarré les travaux en 2009, avant de les suspendre en 2013 à la suite d'irrégularités. Ce jugement est l'aboutissement de plusieurs années de mobilisation locale et internationale. Pour la justice,

"l'ampleur du danger d'atteinte à la santé des populations rend nécessaire la fermeture du projet minier de Pascua Lama, car aucune alternative d'exploitation sûre ne semble viable pour l'environnement et la santé des populations".

16. La gauche déjoue le putsch en Bolivie

Tournant historique en Bolivie, où le peuple a chassé par les urnes, le 18 octobre, les putschistes qui avaient renversé, un an auparavant, le président Evo Morales, sur la base d'accusations de "fraude" soufflées par Washington. Profondément attachés au processus de changement, les Boliviens ont donné une large victoire au *Mouvement vers le socialisme (MAS)* et à son candidat à l'élection présidentielle, Luis Arce (55,1 % des voix).

De retour au pouvoir, la gauche se dit décidée à "démanteler l'échafaudage néolibéral" cher à la droite et à l'extrême droite.

17. Dans les Andes, le chasseur était une femme

Les préjugés et théories qui régissent les sociétés patriarcales en ont pris un sacré coup. En 2018, une équipe d'archéologues avait mis au jour à Puno, dans les Andes péruviennes, des ossements datant de 8 000 ans, ainsi que des petites lances et des pierres taillées servant à chasser et dépecer du gros gibier.

En novembre 2020, la revue *"Science Advances"* a rapporté que les restes excavés étaient ceux d'une femme. Mieux encore, une étude comparative dans cette région conclut qu'entre 30 et 50 % des chasseurs étaient en fait des femmes.

De quoi interroger la prétendue division du travail fondée sur le genre qui a cantonné les femmes à la cueillette depuis la préhistoire.

L'article 24 du projet de loi sur la "sécurité globale" qui empêche de filmer les policiers ne passe pas. La France est dans la rue. Le gouvernement recule.



18. Égalité salariale, le beau jeu de La Seleçao

Au Brésil, un pays où le salaire des femmes représente seulement 68 % de celui des hommes (35 % pour les femmes noires ou métisses), le football a franchi un premier pas vers l'égalité. Depuis septembre, les joueuses de la sélection brésilienne auront droit aux mêmes salaires et primes que leurs homologues masculins "lors des jeux Olympiques et de la prochaine Coupe du monde, en 2023", confirme Rogério Caboclo de la Confédération brésilienne de football (CBF). La fédération australienne de football avait été la première à promouvoir cette politique, en novembre 2019, quand, en mai dernier, les joueuses américaines, pourtant championnes du monde, avaient vu leur demande d'égalité déboutée par la justice.

19. Les femmes crèvent (un peu) l'écran

"C'est la honte."

Avec ces mots, la comédienne Adèle Haenel s'est (é)levée pour quitter la cérémonie des césars, exprimant ainsi sa désapprobation pour l'attribution du prix du meilleur réalisateur à Roman Polanski. Depuis, le Collectif 50/50 a permis l'adoption de règles favorisant la parité sur les plateaux de tournage et la mise en place de mesures visant à signaler et réprimer le harcèlement. L'Académie des césars s'est aussi rajeunie et féminisée. Le chemin reste néanmoins pentu. Il faut attendre la 11e place du box-office pour trouver la première réalisatrice, Cathy Yan ("Birds of Prey") et la 21e pour découvrir Caroline Vignal, première cinéaste française à dépasser les 750 000 entrées avec son "Antoinette dans les Cévennes".

Le jour d'après d'Emmanuel Macron ressemble furieusement à celui d'avant. Le credo ultralibéral et autoritaire de la Macronie reste le même.



20. Antiracisme, une déferlante sans frontières

Le mouvement *Black Lives Matter* (la vie des Noirs compte) en réaction à la mort de George Floyd aux États-Unis, étouffé sous le genou d'un policier, a agi comme une déflagration mondiale.

Tout au long de l'année, des manifestations antiracistes ont émergé jusque dans des pays très conservateurs, comme l'Inde ou le Brésil, souvent à partir d'événements tragiques. En France, à la surprise générale, des dizaines de milliers de jeunes, en dehors des cadres habituels, se sont mobilisés pour exprimer leur colère face aux discriminations qu'ils subissent.

La tache d'huile s'est répandue jusque dans les stades. Pour la première fois en Europe, les joueurs du match PSG-Basaksehir ont quitté la pelouse après des propos racistes.

La coupe déborde et c'est tant mieux.